

et de répéter que le gouvernement n'interviendra pas, parce qu'il a pour chef un orangiste de haute pègre.

Depuis que la question se discute publiquement, toutes sortes de rumeurs ont circulé. Les unes affirmaient que les orangistes forçaient la main du gouvernement pour l'empêcher d'intervenir, qu'ils avaient même fait des menaces par la voix de leurs chefs, que ces menaces mettaient le gouvernement dans un tel dilemme qu'il ne ferait rien pour réparer les injustices existantes. Mais chaque jour apporte son contingent de développements et pas plus tard que mardi, les orangistes réunis en assemblée générale, se sont occupés de cette question brûlante. S'il faut en croire les dépêches qui ont semé cette nouvelle aux quatre coins du pays, le grand maître des orangistes, M. J. L. Hughes, aurait fait, en sa qualité officielle, les déclarations suivantes que nous donnons en substance :

Jesuis d'opinion que sous notre constitution, la minorité catholique romaine du Manitoba en 1890 a droit à de la considération ; elle a clairement droit à la même considération à laquelle aurait droit les protestants si les catholiques du Manitoba avaient augmenté en nombre plus rapidement que les protestants, et avaient passé des lois auxquelles les protestants auraient objection.

Cette attitude, va considérablement aider le gouvernement dans la voie de la réparation

Toute la presse s'est emparé de la nouvelle et chaque journal la commente à sa façon. Les journaux conservateurs jubilent ; les journaux libéraux qui voient à regret un tout sortir de leur jeu, s'empressent de prévenir leurs lecteurs que s'est une feinte dont le but est de donner le change aux catholiques. Mais, leurre ou non, si grâce à cette attitude généreuse de la part d'adversaires acharnés des écoles catholiques, le gouvernement s'empresse de régler la question avant d'en appeler au peuple, cette démarche, sincère ou hypocrite, du grand maître orangiste aura eu tout de même de très bons résultats.

Cet événement va certainement avoir son importance. Les orangistes, que le gouvernement craignait avec raison, car ils ne sont pas quantité négligeable, se trouvent liés

par la parole de leur chef qui n'a pas dû faire ces déclarations à la légère et sans consulter ses frères.

Cette malheureuse question serait depuis longtemps résolue si, ne voyant que l'intérêt de leurs partis, les chefs respectifs des deux partis qui se disputent le pouvoir, s'étaient engagés au nom de leurs amis, à rétablir les écoles séparées. Mais, tandis que les conservateurs promettent de rendre justice, M. Laurier ne veut s'engager à rien de positif. Il fait transitoirement des déclarations évasives, qui n'ont aucune portée sérieuse. Et c'est bien là où nous devons chercher la cause immédiate des retards apportés dans le redressement des griefs.

Nous sommes convaincu que jamais qu'à la question va être réglée sous peu de jours. Il faut de toute nécessité que la chose en vienne là, si on ne veut pas que l'élément catholique qui est la majorité dans la province de Québec, songe aux répressailles. Nous serons les premiers à conseiller cette tactique, si le gouvernement ne se décide pas à rendre justice à la minorité privée de ses droits.

Dans un autre ordre de chose, la question de l'annexion de Terre-Neuve au Canada prend de la consistance. Ceux qui sont en faveur de cette transaction font valoir tous les avantages qui découleraient de cette union au point de vue du commerce. Terre-Neuve occupe une position avantageuse dans le golfe Saint-Laurent, et les Anglais ne veulent pas qu'elle tombe entre les mains des Etats-Unis, le commerce intercolonial et la suprématie de John Bull en souffriraient. C'est à ce seul point de vue-là qu'ils se placent. Quant à nous, nous devons étendre notre regard au-delà et il nous est bien permis de dire que nous avons assez de dettes à supporter, que nous avons déjà trop de fatalisme à souffrir sans prendre charge du fardeau d'un pays grêvé d'hypothèques et peuplé de gens intolérants. C'est notre manière de voir, que nous avons déjà exprimée dans notre premier numéro.

A l'étranger, rien de bien extraordinaire à noter, si ce n'est qu'aux Etats-Unis l'on se prépare déjà à la nouvelle